

au menu

- **Responsabilité sociale de l'entreprise : comment vous engager?**
- **La nouvelle Chine : de travailleurs à consommateurs**
- **L'indice Big Mac : un indicateur de taux de change juste?**

Responsabilité sociale de l'entreprise : comment vous engager?

La responsabilité sociale : vous en avez entendu parler, mais vous ne savez pas quels gestes poser pour l'exercer? Voici une suggestion : faites des dons de denrées non périssables à une banque alimentaire du Québec.

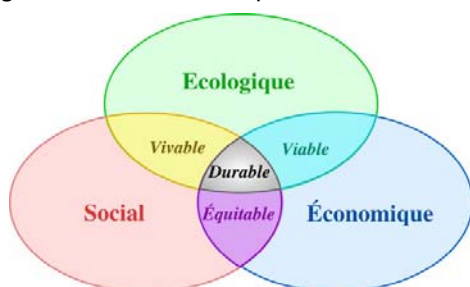
À Québec, par exemple, Moisson Québec a mis en place le programme Les productions partagées. S'adressant aux entreprises de l'industrie agroalimentaire, ce programme invite les restaurateurs, les fabricants et les transformateurs à planifier, pour l'année et à leur convenance, la production de produits particuliers qui sont remis à Moisson Québec. En retour, Moisson Québec s'engage à leur fournir une visibilité.

Les objectifs poursuivis par l'entremise de ce programme sont les suivants :

- ♦ Permettre une plus grande régularité des denrées disponibles pour la distribution aux organismes;
- ♦ Augmenter la variété et la quantité de denrées distribuées aux organismes accrédités par Moisson Québec;
- ♦ assurer une forme d'approvisionnement autre que les dons de surplus alimentaires;
- ♦ Offrir une occasion aux entreprises agroalimentaires de contribuer à une grande chaîne d'entraide dont font déjà partie 152 fournisseurs agroalimentaires.

Il y a lieu de rappeler que le **développement durable** se définit par « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

Le développement durable s'appuie sur une vision à long terme qui prend en le caractère indissociable des dimensions **écologique**, **social** et **économique** des activités de développement ». Il est représenté par le schéma ci-contre :



Conséquemment, agir sur le plan de l'insécurité alimentaire en vue d'améliorer la qualité de vie des personnes vivant dans des conditions socio-économiques difficiles permet à l'entreprise d'intégrer la dimension sociale que représente la « santé des personnes démunies » à ses activités économiques et ainsi améliorer la société.

Pour de plus amples renseignements, consultez les sites Internet suivants selon votre région :

- Montréal : www.moissonmontreal.org/fr/dev_partenaire.html.
- Québec : www.moissonquebec.com/notre-reseau/fournisseurs-agroalimentaires/comment-devenir-fournisseur/.
- Autres régions : www.banquesalimentaires.org/218-dons_en_denrees.

La nouvelle Chine : de travailleurs à consommateurs

Les entreprises étrangères ont engagé des investissements de près de 500 milliards de dollars en Chine, principalement sur la côte est. Elles emploieraient en outre quelque 16 millions de travailleurs chinois, soit tout près de 15 % de la force de travail manufacturière

du pays. Ces travailleurs leur permettent de produire, principalement pour l'exportation, des biens à des prix très bas, qui sont devenus la valeur de référence en matière de compétitivité à l'échelle internationale. Mais le marché du travail change rapidement en Chine. Le nombre de jeunes travailleurs est en baisse. Le salaire moyen aurait augmenté de 17 % en 2009 et de 40 % au cours de cinq dernières années. Il demeure bas selon la norme occidentale, équivalant à 2 700 \$ CA, mais il est en forte croissance.

Conséquence de l'augmentation des salaires, les Chinois consomment davantage et le marché intérieur devient de plus en plus lucratif même pour les entreprises étrangères qui pourraient y accorder une part grandissante de leur production au détriment des exportations. Ainsi, « venues s'installer pour les travailleurs, elles y demeureront pour les consommateurs ».

Une stratégie de développement axée sur les exportations a créé des mégapoles sur la côte est en attirant un nombre élevé de travailleurs de l'intérieur du pays. Mais il semble que ce flux se soit résorbé et que le potentiel de travailleurs disponible se trouve maintenant à l'intérieur du pays. En effet, la politique chinoise sur les terres et le système d'enregistrement des ménages, l'*hukou*, feraient en sorte que les villageois qui quittent leur coin de pays risquent de perdre leur lopin de terre. Ainsi, auparavant, les jeunes adultes qui quittaient pour la côte laissaient leurs parents sur leur terre, mais, comme ces derniers vieillissent, il y aurait un mouvement de retour pour assurer la pérennité des lopins familiaux.

Face à une éventuelle pénurie de main-d'œuvre, les entreprises investiraient de plus en plus dans les grandes villes intérieures comme Chongqing. De plus, la stratégie grandissante consistant à exploiter le marché intérieur chinois réduit l'avantage de villes portuaires. Ainsi, une partie de la production se déplacerait vers les villes de l'intérieur. Le coût de la main-d'œuvre y serait plus avantageux malgré des coûts plus élevés sur le plan logistique.

L'industrie de l'automobile et celle des ordinateurs auraient déjà fait le saut vers l'intérieur du pays. L'agroalimentaire, qui est fortement associé au marché domestique, pourrait également profiter de cette nouvelle Chine.

Source : *The Economist*, 31 juillet 2010. Voir aussi www.ats.agr.gc.ca/asi/3833-fra.htm.

L'indice Big Mac : un indicateur de taux de change juste?

La sous-évaluation du yuan chinois fait souvent la manchette dans les milieux économiques. Barack Obama en fait même un élément de sa politique étrangère, du moins en ce qui concerne l'Asie. Mais comment déterminer si une monnaie est réellement sous ou surévaluée? Réponse : l'indice Big Mac. En effet, le Big Mac est un des produits les plus standardisés au monde et on le trouve à peu près dans tous les pays. Ainsi, un Big Mac qui vaut 14,5 yuans à Beijing vaut 3,71 \$ US en moyenne aux États-Unis. En conséquence, un yuan devrait valoir, selon cette correspondance, 0,26 \$ US, alors qu'il est actuellement de 0,15 \$ US, donc sous-évalué de 40 %.

La mise à jour de l'indice Big Mac par la revue *The Economist*, en date du 13 octobre 2010, révèle que les monnaies chinoise, russe et mexicaine seraient grandement sous-évaluées, tandis que celles du Brésil et de l'Union européenne seraient plutôt fortement surévaluées. D'après cet indice, le dollar canadien aussi serait surévalué : il aurait dû valoir, à cette date, 0,87 \$ US au lieu de 0,98 \$ US.

Soulignons en terminant qu'une sous-évaluation d'une devise d'un pays favorise ses exportations et freine ses importations.

Source : *The Economist*, 16 octobre 2010.

Direction des études et des perspectives économiques

Pour de plus amples renseignements, concernant le Bioclips, vous pouvez vous adresser à Gaétane Côté au 418 380-2100, poste 3260 courriel : depe@mapaq.gouv.qc.ca; Internet : www.mapaq.gouv.qc.ca